

Rebonds

L'Afrique nous indiffère

Christophe Ayad

Libération, 19 mai 2006

L'opinion et la classe politique françaises font preuve du même désintérêt à l'égard de la politique africaine.

Si l'opinion publique française s'intéressait un tant soit peu à ce que ses dirigeants fabriquent en Afrique, elle aurait du mal à y comprendre quoi que ce soit. Mais comme elle ne s'en préoccupe pas, la machine peut tourner à plein régime, et à vide. La récente crise tchadienne, dans laquelle Paris a maintenu à bout de bras le président Idriss Déby au pouvoir, illustre jusqu'à l'absurde les contradictions de la politique africaine de la France. Un échec de plus pour Jacques Chirac dont le deuxième mandat devait marquer le grand retour de la France sur le continent noir.

Au lendemain du second tour de la présidentielle de 2002, Chirac a les coudées franches. Fini le « lâche » désengagement de Balladur, qui avait

dévalué à froid et froidement le franc CFA en 1994. Oubliés les atermoiements de Lionel Jospin qui s'était opposé à l'envoi de la troupe pour rétablir le président ivoirien Henri Konan Bédié, renversé durant la nuit de Noël 1999. Avec Chirac l'Africain, digne fils du gaullisme et du foccartisme, la France allait retrouver son « rayonnement ». Pour porter la bonne nouvelle, un ministre des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, se targuant, lui aussi, d'avoir l'Afrique « dans la peau ». La preuve, il collectionne les masques Arts premiers... On allait voir ce qu'on allait voir. Qu'a-t-on vu ? Pchitt ! Un mélange de grandes déclarations et de petits calculs cyniques, un savoir-faire indéniable au service d'une puissance sans cause.

Revenons au Tchad. « *La France rappelle sa condamnation sans ambiguïté des tentatives de prise de pouvoir par la force* », proclamait le

porte-parole du Quai d'Orsay, Jean-Baptiste Mattei, alors que les rebelles tchadiens étaient aux portes de N'Djamena. Lorsque, le 3 août 2005, le président mauritanien Maawouya Ould Taya avait été renversé, Paris, lassé de sa sourcilleuse paranoïa, avait accueilli la nouvelle par un silence soulagé. Tous les coups d'Etat ne sont donc pas néfastes. Et que dire de la République centrafricaine ? Paris a hébergé en 2001 le général Bozizé, après un putsch manqué contre le calamiteux mais démocratiquement élu président Ange-Félix Patassé. En mars 2003, le même Bozizé, aidé par des soldats tchadiens mis à sa disposition par Idriss Déby (tiens, tiens !), réussissait à renverser Patassé. Paris ne s'est pas privé de soutenir la « transition démocratique » qui a abouti à l'élection de Bozizé.

Comme il y a de bons et mauvais coups d'Etat, il y a de bons et de mauvais rebelles. Les rebelles tchadiens qui ne sont pas des enfants de chœur peuvent l'avoir mauvaise. Là où Paris avait invité leurs homologues ivoiriens à une grande table ronde à Marcoussis (Essonne), et leur avait réservé les ministères de l'Intérieur et de la Défense au sein d'un gouvernement d'« *union nationale* », il n'a jamais été question depuis deux ans d'imposer à l'ami Déby une table ronde, une conférence nationale ou un gouvernement d'union. Tout au plus lui a-t-on demandé du bout des lèvres

d'ouvrir « *un dialogue politique entre tous les Tchadiens* », après sa réélection au terme d'un scrutin présidentiel boycotté par l'ensemble de l'opposition. Certes, les rebelles tchadiens sont instrumentalisés par une puissance étrangère, le Soudan. Les rebelles ivoiriens n'étaient-ils pas partis du Burkina Faso ? Mais ce pays est dirigé par Blaise Compaoré, vieil ami de la France. Ceci explique sans doute beaucoup cela...

Que dire enfin des processus électoraux ? L'élection de l'Ivoirien Laurent Gbagbo a été « *calamiteuse* » alors que celle, précédée d'un coup d'Etat constitutionnel et entachée de fraude massive, du Togolais Faure Gnassingbé, est jugée correcte il y a un an. Au nom de quelle cohérence ? Aucune, si ce ne sont les liens d'amitié personnels entre Chirac et feu Eyadéma père. Le fond du problème, c'est qu'en Afrique la France ne défend ni des principes ni des intérêts, mais seulement un statut d'ex-puissance coloniale et des relations personnelles avec Idriss Déby, Omar Bongo (Gabon) ou Denis Sassou Nguesso (Congo). Du statut de la France au *statu quo*, il n'y a pas loin. Jacques Chirac n'aime pas les changements d'hommes qui perturbent ces relations tissées de longue date. Ces caciques africains se sont maintenus au pouvoir en violant les Constitutions qu'ils avaient fait adopter, avec la bénédiction de Paris et contre de

vagues promesses de dialogue postélectoral. « *Le Togo ne sera jamais la Suède ou la Norvège* », ironisait il y a un an un haut responsable de la politique africaine en France, au lendemain du catastrophique scrutin togolais. Ce qu'on entendait ce jour-là, c'est que la France non plus ne serait jamais l'une de ces démocraties nordiques tant vantées.

Ni pétrole ni sécurité ni immigrés : la France n'attend rien de l'Afrique. Elle prétend seulement parler en son nom, en « amie », dans les forums internationaux... et capter ses voix à l'ONU. A peine rentré à la maison, Jacques Chirac se bat pour le maintien des subventions de la politique agricole commune et ratifie des lois sur l'immigration qui font de la France un Eldorado de plus en plus inaccessible. A l'exception de leurs chefs d'Etat, les Africains, à commencer par les plus jeunes, ne sont pas dupes de ces promesses démenties par les actes. Ils commenceront à y croire lorsqu'un président français aura le courage de dissoudre la cellule africaine de l'Elysée, lieu de passage obligé des visiteurs africains, où l'on décrète qui sont les bons rebelles et quels sont les présidents « *démocratiquement élus* ».

Quant à l'opinion française, on se demande si son silence vaut approbation. Dès qu'il s'agit d'Afrique, elle est sous anesthésie. La France entretient depuis bientôt quatre ans 4 000 hommes en Côte-d'Ivoire sans qu'un seul élu ait jugé qu'il y ait matière à débat au Parlement. Les Mirages français tirent sur une colonne rebelle sur le point d'entrer dans N'Djamena et personne ne s'étonne, à part des ONG. Comment expliquer une telle atonie ? En fait, la France, et son opinion publique, ne se sont jamais remises du fiasco rwandais, où gauche et droite, totalement solidaires de la ligne Mitterrand, ont appuyé un régime génocidaire jusqu'au bout. Au lieu de se livrer à un examen de conscience sur le Rwanda, comme l'a fait la Belgique, les autorités françaises ont poursuivi leur politique désastreuse, tentant de retenir l'un après l'autre les dominos de l'ex-Empire, dans l'ex-Zaïre, en Côte-d'Ivoire et aujourd'hui au Tchad. Tant que l'abcès rwandais n'aura pas été percé, tant que les politiques n'auront pas tiré les conséquences de cette tragédie, l'Afrique continuera d'être un tabou dans la vie publique française. Et la parole de la France restera inaudible en Afrique.